
Comité du commerce et de l'environnement

RESULTATS DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE
GENERALE CONSACREE A L'EXAMEN DE LA
MISE EN OEUVRE D'ACTION 21

Note du Secrétariat

1. La dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale (ou "Sommet planète Terre + 5") s'est tenue du 23 au 27 juin 1997. Elle avait pour objet d'examiner les progrès réalisés dans la mise en oeuvre d'Action 21 depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui s'était tenue en 1992. Action 21 est le Programme d'action pour un développement durable convenu lors de cette Conférence. La session extraordinaire a été axée sur la nécessité de: a) raffermir l'adhésion au concept de développement durable; b) reconnaître que certains buts n'avaient pas été atteints et identifier les raisons de cet échec; c) promouvoir la mise en oeuvre des engagements de Rio, notamment en définissant des approches novatrices en matière de coopération et d'assistance financière et en adoptant des programmes d'action concrets; d) définir le programme de travail pour 1998-2002 de la Commission du développement durable; et e) insister sur les questions qui n'avaient pas été suffisamment étudiées à Rio ou à propos desquelles la situation avait sensiblement évolué.
2. La dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale a abouti à l'adoption d'un Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21, qui a été soumis au Conseil économique et social au cours de sa session du 30 juin-25 juillet 1997. Ce Programme comporte quatre parties: a) un engagement; b) l'évaluation des progrès accomplis depuis la CNUED; c) la mise en oeuvre dans les domaines nécessitant des mesures d'urgence; et d) les arrangements institutionnels internationaux.¹ Il définit le programme de travail pluriannuel de la Commission du développement durable pour 1998-2002 dont les points prioritaires seront la pauvreté et les modes de consommation et de production.
3. La partie du Programme intitulée "Assurer la complémentarité du commerce et de l'environnement" (paragraphe 29) est celle qui intéresse le plus directement le Comité du commerce et de l'environnement. Il est également fait référence au CCE dans le chapitre consacré aux arrangements institutionnels internationaux (paragraphe 127). Ces paragraphes et d'autres paragraphes pertinents sont joints en annexe à la présente note.
4. La partie consacrée à l'énergie a trait à l'adoption de politiques visant à promouvoir l'internalisation des coûts environnementaux de façon à parvenir à une utilisation plus durable de l'énergie, compte tenu du traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement en vertu de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (paragraphe 46 g)).

¹Le texte complet du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 se trouve sur le site Internet suivant: gopher://gopher.un.org:70/00/ga/docs/S-19/plenary/AS19.

5. Dans la partie intitulée "Sols et agriculture écologiquement viable", il est fait référence à la nécessité de poursuivre le processus de réforme conformément aux Accords du Cycle d'Uruguay, notamment l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, et d'appliquer pleinement la Décision de l'OMC sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (paragraphe 63).

6. La Commission du développement durable a été chargée d'assurer une interaction plus étroite avec les institutions internationales qui s'occupent de questions financières, de commerce et de développement, ainsi qu'avec d'autres organismes compétents relevant du système des Nations Unies ou extérieurs à ce système, tels que la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD, l'OMC, la CNUCED et le PNUE qui, de leur côté, sont invités à tenir pleinement compte des résultats des délibérations de fond de la Commission du développement durable et à les intégrer dans leurs programmes de travail et leurs activités (paragraphe 133 d)).

7. Un Forum intergouvernemental spécial à composition non limitée sur les forêts a été établi sous les auspices de la Commission du développement durable. Ce Forum a entre autres pour mandat de "formuler divers éléments pouvant éventuellement faire partie d'arrangements et de mécanismes internationaux, par exemple un instrument ayant force obligatoire et de tenter d'obtenir un consensus sur la question. Le Forum fera rapport sur ses travaux à la Commission du développement durable en 1999. Sur la base de ce rapport, et sous réserve de la décision que prendra la Commission à sa huitième session, le Forum poursuivra ses travaux en élaborant un processus intergouvernemental pour négocier de nouveaux arrangements et mécanismes ou un instrument ayant force obligatoire concernant tous les types de forêts" (paragraphe 40).

8. Un groupe intergouvernemental à composition non limitée d'experts en matière d'énergie et de développement durable a été créé sous les auspices de la Commission du développement durable (paragraphe 46) pour entre autres "encourager les gouvernements et le secteur privé à étudier des modalités appropriées pour promouvoir progressivement l'internalisation des coûts environnementaux de façon à parvenir à une utilisation plus durable de l'énergie, compte pleinement tenu des conditions économiques, sociales et environnementales de tous les pays, en particulier des pays en développement. [...] Il conviendrait également d'encourager la réduction et la suppression progressive des subventions des modes de production et de consommation d'énergie qui entravent le développement durable. Ces politiques devraient prendre pleinement en considération la situation et les besoins particuliers des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, à l'instar de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les subventions et les mesures compensatoires, en vertu duquel ces pays se voient accorder un traitement spécial et différencié" (paragraphe 46 g)).

9. La Commission du développement durable a tenu sa cinquième session du 7 au 25 avril 1997 pour préparer la session extraordinaire de l'Assemblée générale. En réponse à la Résolution 50/95 de l'Assemblée générale, qui invitait l'OMC à rendre compte de ses travaux concernant le commerce, l'environnement et le développement durable à la session extraordinaire de l'Assemblée générale par l'intermédiaire de la Commission du développement durable, le Comité du commerce et de l'environnement a transmis son rapport de 1996 à la Conférence ministérielle (WT/CTE/1).

10. En sa qualité d'agent de coordination de la Commission du développement durable pour ce qui est du commerce et de l'environnement, la CNUCED a transmis un rapport intitulé "Questions relatives au commerce et à l'environnement" à la session extraordinaire de l'Assemblée générale par l'intermédiaire de la Commission du développement durable (A/S-19/4; E/1997/13).

ANNEXE

Extraits du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21

Adopté à la dix-neuvième session extraordinaire de
l'Assemblée générale (23-27 juin 1997)

Assurer la complémentarité du commerce et de l'environnement

29. Pour accélérer la croissance économique, l'élimination de la pauvreté et la protection de l'environnement, en particulier dans les pays en développement, il importe de créer, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, des conditions macro-économiques qui favorisent la mise en place d'instruments et structures permettant à tous les pays, en particulier aux pays en développement, de bénéficier de la mondialisation. Il faut développer la coopération et les autres formes d'assistance internationales en matière de renforcement des capacités dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement grâce à des efforts renouvelés à l'échelle du système, qui tiendraient davantage compte des objectifs du développement durable, et auxquels seraient associés les organismes des Nations Unies, l'Organisation mondiale du commerce, les institutions de Bretton Woods et les administrations publiques. Il faut appréhender le commerce et le développement durable de manière équilibrée et intégrée en combinant libéralisation du commerce, développement économique et protection de l'environnement. Les obstacles au commerce devraient être éliminés afin que l'on puisse exploiter de manière plus rationnelle les ressources naturelles de la planète tant du point de vue économique qu'écologique. La libéralisation du commerce doit s'accompagner de politiques appropriées en matière de gestion de l'environnement et des ressources pour contribuer le mieux possible à renforcer la protection de l'environnement et favoriser le développement durable grâce à une répartition et une utilisation plus rationnelles des ressources. Le système commercial multilatéral devrait être organisé de manière à prendre en compte les préoccupations écologiques et à participer davantage au développement durable tout en demeurant ouvert, équitable et non discriminatoire. Il faut appliquer intégralement le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, et honorer les autres engagements contractés lors des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay afin que ces pays puissent bénéficier du système commercial multilatéral tout en protégeant leur environnement. Il faut continuer à abolir les pratiques discriminatoires et protectionnistes dans les relations commerciales internationales, ce qui aura pour effet d'ouvrir les marchés aux exportations des pays en développement ainsi que de faciliter la pleine intégration des pays en transition dans l'économie mondiale. Pour assurer la complémentarité du commerce, de l'environnement et du développement, il faut veiller à ce que la transparence soit assurée dans l'application des mesures commerciales concernant l'environnement et à ce que ces mesures ne s'attaquent qu'aux causes fondamentales de la détérioration de l'environnement et ne soient pas en fait des restrictions déguisées au commerce. Il faut tenir compte du fait que les normes écologiques applicables aux pays développés peuvent avoir des coûts sociaux et économiques injustifiés dans d'autres pays, en particulier dans les pays en développement. La coopération internationale est nécessaire et l'unilatéralisme doit être évité. Les mesures suivantes doivent être prises:

- a) mettre en oeuvre intégralement et en temps voulu les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay¹¹ et mettre à profit le Plan d'action

¹¹Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Textes juridiques (Genève, secrétariat du GATT, 1994).

global et intégré de l'Organisation mondiale du commerce en faveur des pays les moins avancés¹²;

- b) oeuvrer pour faire du système commercial multilatéral un système ouvert, non discriminatoire, réglementé, équitable, sûr, transparent et prévisible. A cet effet, il faudra prendre des mesures efficaces pour parvenir à l'intégration complète des pays en développement et des pays en transition dans l'économie mondiale et dans le nouveau système commercial international. A cet égard, il faudra promouvoir l'universalité de l'Organisation mondiale du commerce et faciliter des conditions d'accession mutuellement avantageuses pour les pays en développement et les pays en transition qui souhaitent adhérer à l'Organisation. Il faudrait s'efforcer d'exploiter au mieux les atouts dont disposent les pays en développement et d'atténuer les difficultés qu'ils rencontrent, s'agissant notamment des pays importateurs nets de produits alimentaires, et surtout des pays les moins avancés et des pays en transition, alors qu'ils s'efforcent de s'adapter aux changements imposés par le Cycle d'Uruguay. Les décisions relatives à une nouvelle libéralisation des échanges devraient tenir compte des effets de ces changements sur le développement durable et être compatibles avec un système commercial multilatéral ouvert, réglementé, non discriminatoire, équitable, sûr et transparent. Le lien entre les accords multilatéraux sur l'environnement et les règles de l'Organisation mondiale du commerce devrait être précisé;
- c) veiller à ce que les mesures de protection de l'environnement ne se transforment pas en obstacles déguisés au commerce;
- d) dans le cadre d'Action 21, les règles commerciales et les principes écologiques devraient interagir harmonieusement;
- e) approfondir l'analyse des effets du transport international de marchandises sur l'environnement;
- f) renforcer la coopération et la coordination entre la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation mondiale du commerce, le PNUE et autres institutions pertinentes dans divers domaines tels que: i) le rôle des mesures positives dans les accords multilatéraux sur l'environnement dans le cadre d'un train de mesures comprenant, dans certains cas, des mesures commerciales; ii) la situation et les besoins spécifiques des petites et moyennes entreprises dans l'interaction entre commerce et environnement; iii) les questions de commerce et d'environnement aux niveaux régional et sous-régional, notamment dans le contexte des accords économiques et commerciaux régionaux et des accords sur l'environnement;
- g) renforcer la coopération et la coordination entre la CNUCED et d'autres organes compétents, dans les limites de leurs mandats respectifs, notamment sur les questions d'environnement et de développement durable. Sans préjudice du fait qu'il est bien entendu à l'Organisation mondiale du commerce que d'éventuelles futures négociations concernant un accord multilatéral sur les investissements n'auront lieu qu'après une décision expresse par consensus, il faudrait tenir compte dans de futurs accords sur les investissements des objectifs du développement durable et, si des pays en

¹²Adopté par la Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour en décembre 1996.

développement sont parties à ces accords, accorder une attention particulière à leurs besoins en matière d'investissements;

- h) les administrations publiques devraient faire tout leur possible pour assurer la coordination au niveau national des politiques relatives au commerce, à l'environnement et au développement à l'appui du développement durable;
- i) l'Organisation mondiale du commerce, le PNUE et la CNUCED devront étudier les moyens d'assurer la complémentarité du commerce international et de l'environnement, notamment en prêtant attention aux objectifs et principes du système commercial multilatéral et aux dispositions des accords multilatéraux relatifs à l'environnement. Ces moyens devraient être compatibles avec un système commercial multilatéral ouvert, réglementé, non discriminatoire, équitable, sûr et transparent.

Forêts

40. Pour ce faire, il est décidé de poursuivre la concertation intergouvernementale sur les forêts en établissant, sous les auspices de la Commission du développement durable, un Forum intergouvernemental spécial à composition non limitée dont les travaux seraient ouverts à tous, transparents et participatifs, qui aurait un mandat précis et limité dans le temps et qui serait chargé notamment:

- a) d'encourager et de faciliter l'application des mesures proposées par le Groupe;
- b) d'examiner, de suivre et de faire connaître les progrès accomplis en matière de gestion, de conservation et de mise en valeur durable de tous les types de forêts;
- c) d'examiner les questions laissées en suspens dans les éléments de programme du Groupe intergouvernemental, en particulier les produits et services forestiers considérés du point de vue du commerce et de l'environnement, le transfert de technologie et la nécessité de ressources financières.

Le Forum devrait aussi formuler divers éléments pouvant éventuellement faire partie d'arrangements et de mécanismes internationaux, par exemple un instrument ayant force obligatoire, et tenter d'obtenir un consensus sur la question. Le Forum fera rapport sur ses travaux à la Commission du développement durable en 1999. Sur la base de ce rapport, et sous réserve de la décision que prendra la Commission à sa huitième session, le Forum poursuivra ses travaux en élaborant un processus intergouvernemental pour négocier de nouveaux arrangements et mécanismes ou un instrument ayant force obligatoire concernant tous les types de forêts.

Energie

46. Il conviendrait donc:

- a) d'opter pour des modes de production, de distribution et d'utilisation viables. Pour faire progresser les travaux au niveau intergouvernemental, la Commission du développement durable examinera les questions relatives à l'énergie à sa neuvième session. Compte tenu de l'importance cruciale de l'énergie pour la poursuite d'une croissance économique soutenue, en particulier dans les pays en développement, qu'ils soient importateurs ou producteurs d'énergie, et, vu la complexité et l'interdépendance des questions relatives à l'énergie et au développement durable, il faudrait commencer les préparatifs de cette session consacrée à l'énergie dès la septième session, et les

confier à un groupe intergouvernemental à composition non limitée d'experts en matière d'énergie et de développement durable, dont les réunions se tiendraient en même temps que les réunions intersessions entre la huitième et la neuvième session de la Commission. Conformément aux objectifs d'Action 21, les travaux menés par la Commission à cette session devraient contribuer à l'élaboration d'une stratégie énergétique viable pour tous;

- g) d'encourager les gouvernements et le secteur privé à étudier des modalités appropriées pour promouvoir progressivement l'internalisation des coûts environnementaux de façon à parvenir à une utilisation plus durable de l'énergie, compte pleinement tenu des conditions économiques, sociales et environnementales de tous les pays, en particulier des pays en développement. A cet égard, la communauté internationale devrait coopérer pour réduire le plus possible les incidences négatives sur le processus de développement des pays en développement pouvant découler de la mise en oeuvre de ces politiques et mesures. Il conviendrait également d'encourager la réduction et la suppression progressive des subventions des modes de production et de consommation d'énergie qui entravent le développement durable. Ces politiques devraient prendre pleinement en considération la situation et les besoins particuliers des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, à l'instar de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les négociations commerciales multilatérales concernant les subventions et les mesures compensatoires, en vertu duquel ces pays se voient accorder un traitement spécial et différencié.

Sols et agriculture écologiquement viable

63. Il demeure indispensable de poursuivre les efforts visant à éliminer la pauvreté, notamment en mettant en place des moyens propres à renforcer les systèmes alimentaires locaux, améliorer la sécurité alimentaire et assurer une nutrition convenable aux plus de 800 millions de personnes sous-alimentées que compte la planète, dont la majorité vit dans les pays en développement. Les gouvernements devraient formuler des politiques qui encouragent une agriculture viable, ainsi que la productivité et la rentabilité. On a besoin de politiques rurales globales pour faciliter l'accès à la terre, lutter contre la pauvreté, créer des emplois et ralentir l'exode rural. Conformément aux engagements pris dans la Déclaration et le Plan d'action de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, adoptés lors du Sommet mondial de l'alimentation (Rome, 13-17 novembre 1996)²⁶, la sécurité alimentaire durable des populations pauvres des zones urbaines et rurales devrait être une priorité et, à cet effet, les pays développés et la communauté internationale devraient fournir une assistance aux pays en développement. Pour atteindre ces objectifs, les gouvernements devraient accorder un rang de priorité élevé à la mise en oeuvre des engagements pris dans la Déclaration et le Plan d'action de Rome, s'agissant en particulier de faire diminuer d'au moins de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015. Les gouvernements et les organisations internationales sont encouragés à mettre en oeuvre le Plan d'action mondial sur la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources phytogénétiques destinées à l'alimentation et à l'agriculture, adopté par la Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques (Leipzig (Allemagne), 17-23 juin 1996). A la sixième session de la Commission du développement durable en 1998, il conviendra d'examiner les questions de l'agriculture viable et de l'utilisation durable des sols en tenant compte des ressources en eau douce. Le problème pour la recherche agricole est d'accroître les rendements de toutes les exploitations tout en protégeant et en conservant les ressources naturelles. La communauté internationale et les gouvernements doivent maintenir ou accroître les investissements dans la recherche agricole parce qu'il faut des années, voire des décennies, pour mettre au point de nouveaux axes de recherche et transformer les conclusions desdites recherches en pratiques durables sur le terrain. Les pays en développement, en particulier ceux dont la densité de population

²⁶Rapport du Sommet mondial de l'alimentation (Rome, 13-17 novembre 1996), première partie (WFS 96/REP) (Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1997), appendice.

est élevée, auront besoin de la coopération internationale pour accéder aux résultats des recherches et aux technologies qui visent à améliorer la productivité agricole lorsque l'espace est limité. De manière plus générale, la coopération internationale demeure nécessaire pour aider les pays en développement sur de nombreux autres plans touchant les besoins de base de l'agriculture. Il est nécessaire d'appuyer la poursuite du processus de réforme conformément aux Accords d'Uruguay, notamment l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, et d'appliquer pleinement la Décision de l'Organisation mondiale du commerce sur les mesures relatives aux éventuels effets négatifs du Programme de réforme sur les pays en développement les moins avancés et importateurs nets de produits alimentaires.

Arrangements institutionnels internationaux

127. Il faudrait que le Comité du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la CNUCED et le PNUE fassent progresser les travaux concertés qu'ils consacrent au commerce et à l'environnement en y associant les autres organismes internationaux et régionaux compétents. En coopération avec l'OMC, la CNUCED et le PNUE devraient continuer à appuyer les efforts visant à intégrer l'examen des problèmes de commerce, d'environnement et de développement. La Commission du développement durable devrait continuer à jouer le rôle important qui lui revient dans les délibérations sur le commerce et l'environnement, de manière à permettre un examen intégré de tous les facteurs à prendre en considération pour assurer un développement durable.

Méthodes de travail de la Commission du développement durable

133. Au vu de l'expérience qu'elle a acquise depuis 1993, la Commission du développement durable devrait, sous la supervision du Conseil économique et social:

- d) assurer une interaction plus étroite avec les institutions internationales qui s'occupent de questions financières, de commerce et de développement, ainsi qu'avec d'autres organismes compétents relevant du système des Nations Unies ou extérieurs à ce système, tels que la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD, l'Organisation mondiale du commerce, la CNUCED et le PNUE qui, de leur côté, sont invités à tenir pleinement compte des résultats des délibérations de fond de la Commission du développement durable et à les intégrer dans leurs programmes de travail et leurs activités.